

continue de nous préoccuper en raison de son coût croissant. Je crois fermement que le Canada devrait offrir un financement concessionnel aussi généreux que les facilités de crédit mixte offertes à nos concurrents.

Je peux vous assurer que je soulèverai cette question avec mes collègues du Cabinet dans les prochains mois, mais j'ai besoin que vous m'aidiez à obtenir un appui sur cette question.

Il est essentiel que vous, membres de l'Association, fassiez bien comprendre à vos élus les réalités de la concurrence sur le marché international d'aujourd'hui. Par exemple, si nos exportateurs ne peuvent obtenir le même financement que leurs concurrents, quelle incidence cela aura-t-il sur nos sociétés et sur nos collectivités en termes d'emploi et de revenu?

Pour ce qui concerne la législation adoptée dans le prolongement du document intitulé "aller sans entraves", permettez-moi d'abord de dire qu'elle permettra d'intensifier la concurrence entre les transporteurs, à l'avantage de nos exportateurs. Cette législation, qui intègre les modifications apportées au projet de loi initial, établit un équilibre entre les intérêts des conférences maritimes et ceux des chargeurs.

Toutefois, je voudrais vous assurer que les plaintes de réductions déraisonnables dans le service ou d'accroissements démesurés des coûts seront étroitement examinées par le nouvel Office national des transports. De plus, l'application de la Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes sera examinée dans quatre ans pour garantir que les chargeurs pourront faire rapport sur leur expérience de la législation.

Enfin, je voudrais revenir sur un point qu'a mentionné Reg, soit la confusion qui semble exister dans l'esprit des exportateurs en ce qui touche les responsabilités commerciales des divers ministères fédéraux.

J'apprécie votre franchise sur cette question, et j'aimerais vous donner une réponse tout aussi franche. Chacun de vous connaît fort bien la nature de plus en plus complexe du commerce international. Aujourd'hui, l'art de l'exportation nécessite plus qu'un bon produit offert à bon prix. Les exportateurs d'aujourd'hui sont confrontés à certaines questions très difficiles et très complexes qui les obligent à demander l'aide du gouvernement.